



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 9 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : hausse de 15% des projets d'investissements étrangers en 2023
- ❖ Indonésie : flambée des prix du riz
- ❖ Singapour : recul inattendu de l'inflation en février à 2,9% en g.a

Région

PMI : stabilité de l'activité industrielle en février

Selon les dernières données PMI de S&P, le secteur manufacturier de l'ASEAN a enregistré une amélioration marginale de ses conditions d'activité pour le deuxième mois consécutif en février, atteignant 50,4 contre 50,3 en janvier. Cette tendance a été soutenue par une hausse de la production ainsi que de l'emploi, accompagnée d'une réduction des arriérés de travail. En revanche, les nouvelles commandes ont continué de baisser pour le sixième mois consécutif. La demande intérieure et extérieure de biens dans l'ASEAN a continué de diminuer, avec une contraction particulièrement marquée en Thaïlande. En ce qui concerne les prix, les pressions inflationnistes sont restées importantes, avec une augmentation des coûts des intrants au rythme le plus soutenu depuis un an. En termes de confiance, bien que les industriels de la région demeurent optimistes quant aux perspectives à douze mois, leur niveau de confiance a atteint un plus bas en quatre mois.

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI
sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

LE CHIFFRE À RETENIR

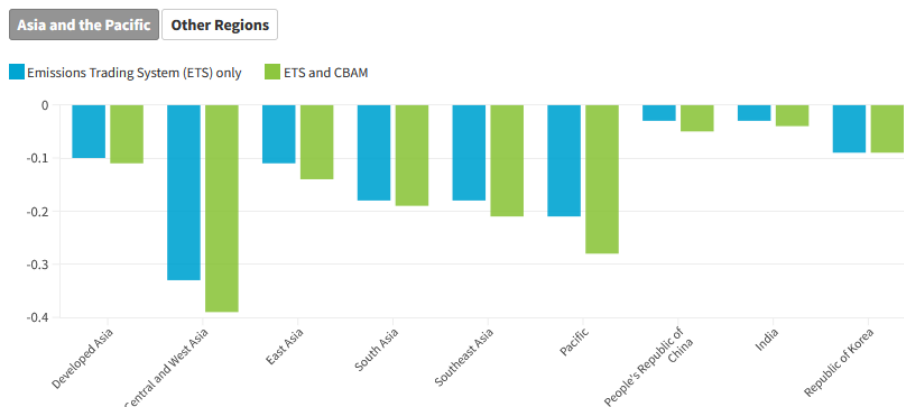
156 Md€

Coût total estimé des projets d'infrastructures philippins liés à la politique « Build-Better-More » du Président Marcos Jr.

BAsD : prévision d'un impact modéré du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) en Asie

Selon le Rapport sur l'Intégration Économique Asiatique (AEIR) 2024, publié par la Banque asiatique de développement (BAsD) ce lundi 26 février, la taxe aux frontières de l'Union européenne (UE) sur les produits à forte intensité carbone devraient avoir un impact négatif modéré sur les économies d'Asie et Pacifique. Pour mémoire, le Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF - CBAM en anglais) de l'UE, dont l'entrée en vigueur est prévue en 2026, vise à soumettre les produits importés sur le territoire douanier de l'UE à une tarification du carbone équivalente à celle imposée aux industries européennes produisant ces mêmes produits. Selon la BAsD, le MACF aurait un effet marginal sur la réduction des émissions mondiales de carbone, estimé à moins de 0,2% par rapport à un régime d'échange de droits d'émission avec un prix du carbone de 100 EUR par tonne métrique et sans tarif carbone. De plus, il pourrait entraîner une diminution des exportations mondiales vers l'UE d'environ 0,4% et celles de l'Asie vers l'UE d'environ 1,1%, tout en ayant un impact négatif sur la production de certains fabricants au sein de l'UE. Le rapport de la BAsD souligne également la nécessité d'étendre les initiatives de tarification du carbone à d'autres régions en dehors de l'UE, en particulier en Asie, pour réduire efficacement les émissions de carbone.

Impact of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM)
GDP (% change)



Source: Asian Development Bank. 2024. Asian Economic Integration Report 2024: Decarbonizing Global Value Chains

Indonésie

Publication de la Taxonomie pour la finance durable

Le 20 février dernier, l'Autorité des services financiers (OJK) a publié la Taxonomie de la finance durable indonésienne (TKBI), une version révisée de l'Édition 1.0 de la Taxonomie verte indonésienne. Cette classification des activités économiques vise à promouvoir le développement durable en couvrant les aspects économiques, environnementaux et sociaux, avec pour objectif de guider l'Indonésie vers l'atteinte des émissions nettes zéro d'ici 2060. Toutefois, des doutes sont déjà émis quant à la crédibilité de cette taxonomie, notamment car le financement de la construction de nouvelles centrales à charbon captives, alimentant en électricité des sites industriels d'extraction et traitement des minéraux critiques, tels que le nickel, utilisés dans les technologies de transition énergétique, est apparenté au financement d'une « activité de transition ».

Flambée des prix du riz

Les retards dans les récoltes et la diminution des stocks ont entraîné une forte hausse du prix du riz en Indonésie, en hausse de 19,3% en février par rapport au mois précédent selon l'agence indonésienne des statistiques BPS. Le prix moyen pour du riz de qualité intermédiaire s'est élevé à 15 387 IDR par kilogramme (0,98 USD / kg) fin février, dépassant les prix plafonds fixés par le gouvernement (entre 10 900 IDR / kg à Java, notamment, et 11 800 IDR/kg dans les Moluques et en Papouasie). Afin de limiter la hausse des prix, l'agence publique Bulog, en charge de la gestion des réserves de certaines denrées alimentaires et du contrôle des prix, rend possible l'achat de sacs de riz de 5 kg, à moins de 11 000 IDR/kg, dans divers points de vente (agences Bulog régionales, ainsi que marchés de gros et marchés traditionnels). 22 millions de familles bénéficient en outre de distribution de riz. En parallèle, le gouvernement a augmenté le quota d'importation de riz cette année de 1,6 million de tonnes (soit 2%) passant ainsi à 3,6 millions de tonnes. Cette hausse des prix du riz a également provoqué une augmentation des prix d'autres produits de base tels que le maïs (+24% en février) et la manioc (+9%), suscitant des inquiétudes parmi la population à l'approche du Ramadan. Tirée par la forte hausse des prix alimentaires et du tabac (+6,4% en g.a.), l'inflation s'établit donc à 2,8% en g.a. au mois de février, selon BPS.

Adhésion du Timor-Leste à l'Organisation mondiale du commerce

Le gouvernement du Timor-Leste a officiellement adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) lors de la 13^{ème} conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Abu Dhabi le 26 février. Indépendant depuis 2002, le Timor-Leste a commencé le processus d'adhésion en novembre 2016. La rapidité des négociations a été saluée par plusieurs partenaires, facilitant l'adhésion du pays à l'organisation. Cette intégration à l'OMC était attendue afin de soutenir le pays dans ses efforts pour diversifier son économie et réduire la pauvreté (2 400 USD / habitant en 2022). Avec l'adhésion simultanée des Comores, le nombre total de membres de l'OMC s'élève désormais à 166.

Malaisie

Hausse de 15% des projets d'investissement étrangers approuvés en 2023

Un total de 71,8 Mds USD de projets d'investissement a été approuvé en 2023 (+23% en g.a.). Les projets d'investissements d'origine étrangère représentent 41 Mds USD (57,2% du total), montant en hausse de +15,3% par rapport à 2022. Ils doivent être réalisés pour 68,2% dans les secteurs manufacturiers, électronique et électrique principalement (45,3% du total), et pour 30,1% dans les services. Les principaux pays d'origine sont Singapour (9,5 Mds USD, soit 13,3% du total), les Pays-Bas (7,7 Mds USD ; 10,8%), les Etats-Unis (4,7 Mds USD ; 6,5%), les Iles de Cayman (3,8 Mds USD ; 5,3% et la Chine (3,2 Mds USD ; 4,4%). Les projets d'investissement d'origine domestique (30,7 Mds USD, soit 42,8% du total) ont quant à eux augmenté en valeur de 28,2%.

Banque mondiale : rapport sur l'emploi informel

Dans un rapport publié le 21 février, la Banque mondiale estime que la part du travail informel dans le total des emplois a diminué de 38,4% en 2012 à 26,8% en 2022 (4,1 millions de personnes) mais qu'elle a sensiblement augmenté dans le secteur des services atteignant 60,5% en 2022, en lien avec le développement des plateformes numériques de services de transports et de livraison. Ce ratio serait de 24,9% chez les jeunes (15-24 ans) et atteint 31% pour les 35-44 ans et 49,6% pour les 55-65 ans. Par ailleurs, l'écart de salaire avec le secteur formel, qui s'établissait à 43,4% en 2009, s'est réduit à 23,2% en 2022. Il atteint 40,9% pour les femmes contre 16,8% pour les hommes. Afin de renforcer la protection et la productivité des travailleurs du secteur informel, la Banque mondiale émet plusieurs recommandations. Elles incluent notamment l'obligation de cotisations aux régimes de retraite et d'assurance maladie sur les revenus versés par les plateformes numériques, le développement d'une stratégie de protection sociale intégrée dans le cadre du plan directeur national en cours d'élaboration et l'étude de partenariats avec des régimes de micro-assurance. L'institution propose également d'améliorer l'adéquation des formations par le biais de programmes actifs du marché du travail.

Baisse des exportations d'huile de palme en 2023

Deuxième producteur mondial (22,8% de la production mondiale en 2023), la Malaisie a vu ses exportations d'huile de palme diminuer de 3,9% en volume en 2023 (15,1 Mt contre 15,7 Mt en 2022) et de 27,1% en valeur (15,3 Mds USD, 4,9% du total des exportations) avec la chute des prix moyens de l'huile de palme brute (CPO) (831 USD/tonnes contre 1 114 USD en 2022). L'Inde est restée la première destination des exportations (2,9 Mt ; -2,8%), suivie par la Chine (1,56 Mt ; -16,8%), le Kenya (0,9 Mt ; +20%), la Turquie (0,5 Mt ; -2,7%) et l'Union européenne (1,1 Mt ; -13,8%) dont les Pays-Bas (0,5 Mt ; -36,3%).

Singapour

Ralentissement inattendu de l'inflation à 2,9%

À Singapour, l'inflation a ralenti au cours du premier mois de l'année, marquant une décélération surprenante alors que les prix dans des catégories clés telles que l'alimentation (+3,3%), le transport (2,3%) et le logement (2,4%) ont augmenté à un rythme moins soutenu. Selon le Département des statistiques, l'indice des prix à la consommation du pays a augmenté de 2,9% en janvier par rapport à l'année précédente, comparé à une hausse de 3,7% enregistrée en décembre, et était nettement inférieur à l'estimation médiane d'une augmentation de 3,8% projetée dans une enquête du Wall Street Journal menée auprès de neuf économistes. L'inflation sous-jacente (« core inflation »), qui exclut les coûts du transport routier privé et de l'hébergement, a également diminué, passant de 3,3% en décembre à 3,1% en janvier. Cette baisse de l'inflation devrait être bien accueillie dans la cité-État, qui a annoncé la semaine dernière qu'elle déploierait environ 1,4 Md USD sous forme de subventions en espèces, de bons et de remises pour les ménages au cours de l'année fiscale 2024/25 afin de contrer les effets de l'inflation plus élevée.

Obligation de reporting climat à partir de 2025

À partir de l'année financière 2025, toutes les entreprises cotées à Singapour devront effectuer des reporting liés au climat, une

exigence qui sera étendue aux grandes entreprises non cotées deux ans plus tard, selon l'annonce du ministre des Transports et deuxième ministre des Finances, Chee Hong Tat. Ces reporting devront être conformes aux normes locales, alignées sur le Conseil international des normes de durabilité, et incluront une vérification externe sur les émissions de scopes 1 et 2 pour les entreprises cotées et les grandes entreprises non cotées, deux ans après l'entrée en vigueur des exigences de reporting obligatoire. Les émissions de scope 3 seront progressivement intégrées, avec une première exigence pour les entreprises cotées à partir de l'exercice financier 2026, tandis que les grandes entreprises non cotées auront jusqu'à l'exercice financier 2029 pour se conformer. Un examen ultérieur déterminera si ces exigences devront également s'appliquer aux petites entreprises non cotées, tandis que les entreprises déjà engagées dans le reporting selon d'autres normes internationales bénéficieront d'une période de transition de trois ans.

Les bénéficiers des entreprises immobilières touchés par les taux élevés et la baisse du marché

Les sociétés immobilières singapouriennes City Developments Ltd. (CDL) et CapitaLand Investment Ltd. ont annoncé des baisses de bénéfices plus importantes que prévu pour l'ensemble

Singapore Property Giants' Tough Year
Shares of CDL and CapitaLand Investment have plunged



de l'année, après avoir été malmenées par les taux d'intérêt élevés et un ralentissement mondial du secteur de l'immobilier. Le bénéfice net de CDL est passé à 317 M SGD (236 M USD) pour l'année se terminant en décembre, en baisse de 75% par rapport à son record de 2022. Même tendance pour CapitaLand Investment, qui a vu ses bénéfices chuter de 79% à 181 M SGD (135 M USD). Ces résultats marquent une année difficile pour les entreprises, alors que le marché résidentiel de Singapour se refroidit et que la Chine reste enlisée dans une crise immobilière de trois ans (plus d'un tiers des actifs sous-gestion de CapitaLand se trouve dans le pays). Le ralentissement de l'immobilier commercial se fait lui-aussi sentir à l'échelle mondiale, impacté par le double choc des taux d'intérêt élevés et du télétravail post-pandémie.

Indications Géographiques : les produits français bénéficient pleinement de cette protection !

L'accord de libre-échange UE-Singapour (novembre 2019), dans son volet propriété industrielle, a permis la mise en place dans la Cité-état d'un système de protection des Indications Géographiques (IGs). À ce jour 165 IGs sont enregistrées et donc protégées à Singapour ; 43 IGs, c'est-à-dire 26% d'entre elles, sont françaises.

Vietnam

Résultats économiques des deux mois de 2024

L'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 5,7% en 2 mois en glissement annuel (g.a.) et les ventes au détail de marchandises et de services une hausse de 8,1%. Sur les 2 mois, la balance commerciale a été excédentaire de 4,7 Mds USD avec 59,3 Mds USD d'exportations, en hausse de 19,2% en g.a. et 54,6 Mds USD d'importations, en hausse de 18% en g.a. Le taux d'inflation a augmenté en février pour atteindre 4% en g.a., soit +3,7% en moyenne pour janvier et février contre janvier-février 2023. Le total des licences d'IDE entrant au Vietnam délivrées a atteint 4,3 Mds USD depuis le début de l'année, en croissance de 38,6% en g.a, tandis que les IDE décaissés ont atteint 2,8 Mds USD, chiffre en augmentation de 9,8% en g.a.

Plan d'action national de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive

Le plan vise à mettre en œuvre l'engagement du gouvernement vietnamien envers le Groupe d'action financière (GAFI) et à retirer le Vietnam de la Liste des juridictions sous surveillance renforcée dont le pays fait partie depuis juin 2023, dite "liste grise" (cf. brèves économiques du 29 juin 2023). Il comprend 17 actions spécifiques visant à renforcer la compréhension des risques, à améliorer la coopération nationale et internationale, à régler les actifs virtuels et à accroître les enquêtes sur le blanchiment d'argent.

Importations d'électricité depuis le Laos

Sept centrales éoliennes laotiennes souhaitent vendre un total de 4 150 MW au Vietnam, selon l'entreprise nationale d'électricité EVN. Cette vente se ferait par étapes, 682 MW pouvant être fournis avant 2025 et le reste progressivement par la suite. Si le plan directeur national pour l'électricité (PDP8) est mis en œuvre dans les délais prévus, ce qui n'est pour l'instant pas garanti, les régions du centre et du sud disposeraient de suffisamment d'électricité jusqu'en 2030. Cependant, le nord risque de continuer à être confronté à des pénuries, en particulier pendant la saison sèche de mai à juillet, a déclaré EVN. L'importation d'énergie du Laos permettrait d'atténuer ces pénuries et de réaliser des économies. En septembre 2023, pour ces mêmes raisons, EVN avait d'ailleurs demandé au gouvernement l'autorisation d'accélérer l'importation d'électricité en provenance du Laos, planifiant alors d'importer l'équivalent de 225 MW d'électricité de deux centrales hydroélectriques. Le Vietnam importe de l'électricité, principalement de l'hydroélectricité, du Laos depuis 2016 dans le cadre d'accords intergouvernementaux. Toutefois, l'électricité du Laos doit emprunter les lignes de transmission de la province de Quang Tri, dont le réseau a une capacité limitée. Ainsi, afin de garantir la stabilité du réseau, EVN a déclaré qu'il ne faudrait acheter qu'un maximum de 300 MW d'énergie éolienne au Laos avant 2025, et uniquement pendant la période de pointe de la demande. De 2026 à 2030, un maximum de 2 500 MW pourrait être acheté.

Thaïlande

Autorisation par la banque centrale de partenariats banques-entreprises pour accompagner le désendettement des ménages

La Bank of Thailand a annoncé permettre aux banques publiques de créer conjointement des sociétés de gestion d'actifs avec des entreprises privées. Cette décision fait suite à un endettement des ménages très prononcé en Thaïlande, qui a le ratio le plus élevé de la région, soit 90,9 % du PIB (septembre 2023). La stratégie de la BoT est de déléguer la gestion de la dette des ménages à des tiers afin de proposer un service de conseil et d'accompagnement à tous les débiteurs. Pour la formation de ces partenariats, trois conditions devront être respectées : la société doit être créée avant décembre 2024, sa durée de vie doit être de moins de 15 ans et les transferts de dettes ne devront pas dépasser 20 millions de THB (556 000 USD).

Candidature officielle à l'OCDE

La Thaïlande a annoncé avoir officiellement déposé sa candidature pour rejoindre l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Ces dernières années, la Thaïlande et l'OCDE ont renforcé leur coopération. La Thaïlande participe aux différentes enquêtes et études de l'OCDE, et elle a adopté divers instruments juridiques de l'OCDE. Les deux acteurs avaient déjà signé en 2018 un premier programme pays visant à développer une coopération sur 16 projets, afin d'amener la Thaïlande au plus près des standards de l'OCDE, opération renouvelée en 2021. Actuellement, seuls deux pays d'Asie sont membres de l'OCDE, la Corée du Sud et le Japon. L'Indonésie a également soumis sa candidature à l'organisation.

Une vision de la Thaïlande à horizon 2030 comme hub régional dans 8 domaines

Le Premier Ministre a présenté ses ambitions pour la Thaïlande d'ici 2030, jeudi 22 février, pour faire de la Thaïlande le pays le plus attractif de la région, réaffirmant ainsi les domaines prioritaires d'action du gouvernement. La Thaïlande ambitionne ainsi de renforcer sa position comme hub régional ou de devenir un hub régional pour le tourisme, la santé et le bien-être, l'agriculture et l'agroalimentaire, l'aviation, la logistique, la mobilité du futur, l'économie digitale et la finance. Le plan présenté entend s'appuyer notamment sur le développement du soft power, des infrastructures de transports, dont le Land Bridge, de nouvelles routes aériennes secondaires, de l'IA, de l'éducation et de sources d'énergie décarbonées.

Philippines

Révision de la liste des projets d'infrastructures pilotes de l'archipel

L'Agence nationale pour l'économie et le développement (NEDA), organisme gouvernemental en charge de la planification socio-économique des Philippines, a révisé la liste des projets d'infrastructures prioritaires du pays. La NEDA a ajouté 23 nouveaux projets et a retiré le statut prioritaire de 36 d'entre eux. Ce nouvel ajustement porte à 185 le total de projets entrepris dans le cadre du programme Build-Better-More lancé par le Président Marcos, pour un coût total estimé de 156 Mds EUR. Au T4 2023, 74 projets pilotes étaient déjà en phase de mise en œuvre. Parmi les projets en cours, 19 devraient atteindre leur terme cette année. La majorité des projets sont le fait du ministère des transports (86,7 Mds EUR), du département des travaux publics et des autoroutes (38 Mds EUR) et du ministère de l'agriculture (9,4 Mds EUR). Par ailleurs, les principales sources de financement sont l'aide publique au développement (75,5 Mds EUR), les partenariats public-privé (37,4 Mds EUR) et le budget de l'Etat (24,1 Mds EUR).

Ratification de l'accord de l'OMC sur la pêche

Les Philippines ont ratifié l'accord de l'OMC portant sur l'encadrement des subventions de la pêche qui établit un ensemble de règles contraignantes visant à garantir que le soutien accordé au secteur de la pêche ne compromet pas la durabilité des ressources maritimes. Les Philippines sont le 70^{ème} pays à ratifier cet accord conclu dans le cadre de la 12^{ème} conférence ministérielle de l'OMC en juin 2022. L'accord est important pour les Philippines dans son volet soutien technique et financier. Il contient des dispositions qui facilitent la mise à disposition d'une assistance technique et d'une aide au renforcement des capacités aux pays les moins avancés. Il autorise également les pays à verser des subventions pour aider les acteurs du secteur à faire face aux conséquences des aléas climatiques, élément de vulnérabilité important aux Philippines. L'archipel est un territoire composé à 70% de zone maritime, et 60% de sa population vit sur la côte. L'industrie de la pêche représente environ 1,9% du PIB.

Maintien des Philippines sur la liste grise du GAFI

Le 23 février, le Groupe d'action financière (GAFI) a annoncé le maintien des Philippines sur la liste des juridictions à surveillance renforcée (« liste grise ») à l'issue d'une séance plénière. Selon le GAFI, les Philippines n'ont pas atteint les objectifs fixés par le plan d'action de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT), qui vise à remédier à leur défaillance stratégique. Le GAFI identifie des lacunes en matière de surveillance des entreprises non-financières, et des risques associés aux casinos. Il appelle par ailleurs à une augmentation du nombre d'enquêtes et de poursuites judiciaires liées à ces problématiques.

Cambodge

Plan directeur d'infrastructures d'environ 40 Mds USD

Selon « le Plan directeur global du système de transport et de logistique cambodgien 2023-2033 », le Cambodge a besoin d'environ 36,67 Mds USD pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure prioritaires. Le schéma directeur identifie 174 projets, dont 94 projets routiers, 8 projets ferroviaires, 23 projets de transport fluvial, 20 projets de transport maritimes, 10 projets de transport aérien, 15 projets logistiques et 4 autres projets supplémentaires. Cela offrira d'énormes possibilités d'investissement aux entreprises locales et étrangères. En effet, pour financer ces projets, le Cambodge s'appuiera sur les modèles de financement en partenariats public-privé (concession). Sans surprise, c'est pour éviter d'utiliser le budget de l'Etat et d'augmenter la dette (10,72 Mds USD à la fin du premier semestre 2023). Pour mémoire, ce plan directeur a été approuvé le 2 août 2023 pour renforcer et développer davantage le système de transport et de logistique du Cambodge. Il est présenté comme devant accroître la compétitivité du pays, attirer les investissements étrangers, et réduire les coûts de logistique et de transport.

Règlement de l'UE sur la déforestation

Le règlement de l'UE sur les produits sans déforestation (EUDR), qui s'appliquera au 1^{er} janvier 2025, vise à interdire l'exportation vers et la mise sur le marché européen de produits ayant contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts. Il couvre actuellement sept produits (café, cacao, caoutchouc, huile de palme, soja, bœuf et bois, ainsi que certains produits qui en sont issus). D'autres produits pourraient être ajoutés à cette liste, après une évaluation du règlement à conduire en 2028. Toute entreprise qui importera et commercialisera ces produits dans l'UE devra prouver que les produits proviennent de parcelles de terre où aucune déforestation ou dégradation des forêts n'a eu lieu postérieurement au 31 décembre 2020. Au Cambodge, nombre d'agriculteurs pourront éprouver des difficultés à répondre aux exigences de cartographie et de traçabilité liées à cette nouvelle règle. Cela pourrait affecter les exportations cambodgiennes de produits tels que le caoutchouc et les produits du bois. Respecter le règlement européen aura un coût pour les producteurs et exportateurs. Toutefois, ceux ayant la capacité de commerce directement avec l'Europe ont normalement une taille suffisante pour faire face à cette exigence, qui est aussi un axe de développement de la compétitivité du Cambodge. Sans compter que le Royaume ne pourra faire l'économie de productions plus durables à l'avenir.

Laos

Plusieurs hirondelles font le printemps !

2024 sera l'année du tourisme au Laos (Visit Laos 2024). Occasion pour plusieurs compagnies aériennes de renforcer leurs liaisons en provenance ou à destination du Laos. Ainsi, Lao Airlines, compagnie porte-drapeau, reprend 3 vols par semaine entre Savannakhet et Bangkok (en complément de ses deux vols quotidiens vers Vientiane). Quant à Vietjet Air, elle reprend 4 vols entre Ho Chi Minh-Ville et Vientiane, ce qui offrira une intéressante alternative aux vols exploités par Vietnam Airlines, 4 fois par semaine et qui font le laurier entre via Phnom Penh (et se poursuivent vers Hanoï). Pour le reste, l'aéroport offre de nombreux vols vers la Chine (Nanning, Kunming, Haikou, Xi'an, Canton... mais ni Pékin ou Shanghai), la Corée du Sud (4 destinations) et Taïwan. L'espoir est bien que la multiplication des vols permette un retour des touristes, le Laos ambitionnant d'accueillir 4 millions de touristes étrangers en 2024 (contre 3,4 millions en 2023).

Des ambitions mieux ordonnées ?

L'ERIA (Economic Research Institute for ASEAN and East Asia), qui réunit pays de l'ASEAN et Australie, Inde, Japon ainsi que Nouvelle-Zélande, aidera le Laos à rédiger son Livre blanc sur la sécurité énergétique. Alors que le Laos se présente comme la batterie de l'Asie (du Sud-Est), cette étude abordera la question de la sécurité énergétique au pays du million d'éléphants, et ses implications pour l'ASEAN. La question du réseau de transport et des interconnexions avec les pays voisins sera étudiée. Au menu de cette étude, on trouve également l'efficacité énergétique, la gestion des systèmes d'énergie, les normes minimales de performance, le développement de l'hydroélectricité durable, le marché des crédits carbone dans l'ASEAN... Et, alors que le Laos a exporté pour plus de 3 Mds USD d'électricité en 2023, le pays continue d'importer massivement du carburant pour le transport et pour des usages résidentiels et commerciaux. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les autorités souhaitent promouvoir les mobilités électriques.

Multiplication des éoliennes et des nuisances ?

Après le projet Moonson, d'une première tranche de 600 MW, la Laos confirme son intention de construire une installation éolienne de plus. Elle aurait une capacité de 1 200 MWc et sa production serait exportée vers le Vietnam. Installée dans la province de Savannakhet et prévue pour coûter plus de 2 Mds USD, elle couvrirait une superficie de près de 29 000 ha. Les détracteurs du projet pointent que le projet entraînera une importante déforestation. Ce projet s'ajoute en outre à une autre installation éolienne de 1 000 MWc autorisée dans la province de Sékong pour exporter sa production vers le Vietnam encore. Même si le Laos poursuit la construction de barrages, il en exploite 72 aujourd'hui, l'éolien lui ouvre de nouvelles perspectives. Pour autant, ce secteur très intensif en capital, crée donc peu d'emplois et ne contribue guère à l'amélioration du réseau de transport à haute tension. De fait, ces projets évacuent l'essentiel de leur production vers les pays limitrophes (Vietnam, Thaïlande, Chine de manière croissante et Cambodge), au point que le réseau de transport laotien n'est pas réellement unifié.

Birmanie

Avancement de la coopération dans le domaine de l'énergie entre le Laos et la Birmanie

Les études de faisabilité sont actuellement en cours pour un projet de ligne de transmission d'électricité transfrontalière entre le Laos et la Birmanie dans le cadre d'un accord signé en avril 2023 entre les ministères respectifs en charge de l'énergie. Ce projet, réalisé par des entreprises locales des deux côtés de la frontière, devrait permettre de transmettre 1 000 MW d'électricité au lieu de 600 MW prévus dans l'accord initial, directement sur le réseau national existant en Birmanie. La ligne de transmission doit théoriquement être tirée jusqu'à Kengteng dans l'état Chan cette année, puis jusqu'à Meiktila dans la région de Mandalay en 2026. La Birmanie connaît actuellement d'importantes coupures programmées d'électricité quotidiennes dans l'ensemble du pays.

Du nouveau sur la protection des droits d'auteur

La Birmanie a annoncé début février 2024 « accepter l'enregistrement volontaire des droits d'auteur et des droits voisins » suite à l'entrée en vigueur de la loi sur le droit d'auteur 2019 le 31 octobre 2023. Ces demandes d'enregistrement peuvent être déposées par le demandeur par voie électronique, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant local, ou par voie postale. Les demandeurs constitués en société ou résidant en dehors de Birmanie doivent désigner un représentant local pour faire cette demande d'enregistrement volontaire. Si en matière de droits d'auteur, on dit que la protection naît de la création, disposer d'un tel enregistrement permet d'apporter une preuve de titularité de création et d'une date certaine de création et peut s'avérer utile en cas de litiges. Cette évolution permet au Myanmar de se rapprocher de ce qui prévaut dans de nombreux pays de l'ASEAN.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr